



# europa.ch

Le magazine du Mouvement européen Suisse | N° 1/2022



“

Entretien avec Věra Jourová, vice-présidente de la Commission européenne

**« La guerre en Ukraine a eu pour conséquence d'unir les Etats européens. »**

Page 6

## SOMMAIRE

## ACTUALITE EUROPEENNE

- 3 La guerre en Ukraine, un tournant aussi pour l'Union européenne
- 4 Année européenne de la jeunesse: des actions, pas de slogans!
- 5 Stratégies européennes: et les jeunes?

## ENTRETIEN

- 6 Entretien avec Věra Jourová

## RELATIONS SUISSE-UE

- 9 Aujourd'hui plus que jamais: plus d'Europe!

## ACTIVITES DU MOUVEMENT

- 10 Partir sans cesser d'exister – l'impact d'un legs « européen »
- 11 Ne restons pas assis-es!

## INTERNATIONAL

- 12 L'avenir de l'Europe se dessine en ce moment – la JEF y contribue!

## YOUNG EUROPEAN SWISS

- 13 Faire entendre la voix des jeunes, en Europe et dans le monde!

## SECTIONS

- 14 Du village gaulois à la vie en collocation

## LITTERATURE

- 15 Une souveraineté mal comprise

# L'Europe se transforme – et la Suisse ?

Chère lectrice, cher lecteur,

Avec l'invasion russe de l'Ukraine, la guerre est revenue en Europe après des années de paix et de stabilité. Les conséquences de cette guerre, que rien ne justifie, sont importantes pour la démocratie et la sécurité tant en Ukraine que dans l'ensemble du continent européen, voire même dans le reste du monde.

Même si, pour beaucoup, en Suisse, le projet européen consiste en un simple regroupement économique de plusieurs États – ce qui ne surprendra personne vu la teneur

ternes et internes. Cela vaut donc aussi pour l'UE qui doit s'adapter aux nouvelles réalités, évoluer et aller de l'avant – comme elle l'a fait ces dix dernières années en matière de politique étrangère et de sécurité, dans les domaines de la santé et du social, ou encore dans la protection de l'environnement.

Alors que l'Europe et le monde qui nous entourent évoluent en profondeur, la Suisse doit elle aussi se mettre en mouvement en prenant clairement position et en s'enga-



© Parlement suisse

## Eric Nussbaumer

Président du Mouvement européen Suisse

du débat sur l'Europe –, la réalité est autre. Avec leur vision d'une Europe unie, pacifique et démocratique, les « pères fondateurs » de l'Union européenne (UE) ont posé les jalons d'un projet de paix et de liberté. En effet, après des années de conflits, la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a permis une gestion commune de la production des matières premières nécessaires à l'industrie de guerre, dans le but d'éviter de nouveaux affrontements sanglants. Les principes de liberté, d'Etat de droit, de justice et des droits humains ont essaimé au fil des années et apporté à notre continent prospérité, sécurité et progrès.

L'UE reste avant tout un projet. Or, la gestion de projets nous apprend que ceux-ci doivent rester flexibles afin de prendre en compte, en permanence, les évolutions ex-

geant sans équivoque en faveur du projet européen – par solidarité avec l'Ukraine et ses voisins européens, par appréciation pour les bienfaits d'une cohésion européenne à laquelle elle ne peut se soustraire et dont elle profite grandement. Aujourd'hui plus que jamais, l'affirmation « Nous sommes des Européen-nes » prend tout son sens! Nous faisons partie de l'Europe et aspirons à des partenariats stables et solides. Avec la possibilité de participer à l'Espace économique européen ou d'adhérer à l'UE, nous disposons d'options qui ont leurs preuves. ★

# La guerre en Ukraine, un tournant aussi pour l'Union européenne

par **Viola von Cramon-Taubadel**, députée européenne

L'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, en violation du droit international, nous révèle de manière bouleversante, par sa brutalité ciblée et inhumaine, ce que cela signifie quand un Etat puissant dénie à son voisin, plus petit que lui, le droit d'exister. Cette guerre d'anéantissement doit également être comprise comme une attaque contre l'idée d'une Ukraine démocratique, contre notre liberté à chacune et chacun. L'Ukraine, et avec elle l'ensemble du continent européen, est confrontée à des défis que l'on peut désormais qualifier de césure historique ou de changement d'époque, et dont l'issue sera déterminante pour nous toutes et tous.

Deux choses sont importantes à cet égard : premièrement, ni l'Ukraine ni ses alliés européens n'ont provoqué cette situation. Deuxièmement – et nous ne pouvons pas nous cacher derrière ce fait –, il nous revient à nous, Européen·nes, de décider si tenter de modifier les frontières en recourant à des forces militaires, déporter, commettre des crimes de guerre à l'encontre de la population civile et anéantir des nations sont des actes autorisés au XXI<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne les actes de guerre, les déclarations de solidarité avec l'Ukraine ne suffisent pas. Il est nécessaire de les accompagner d'actions concrètes. Le soutien doit être plus rapide, plus complet et moins bureaucratique. Depuis le 24 février, nous observons que l'Union européenne (UE) est parvenue à rester unie. Il est apparu cependant que certains Etats membres étaient mieux préparés à une telle situation exceptionnelle et ont ainsi pu prendre rapidement des mesures – pas uniquement rhétoriques – en soutien à l'Ukraine. D'autres en revanche – et j'y inclue malheureusement l'Allemagne – se sont distingués par leurs hésitations et leurs constantes tergiversations. Au lieu d'assumer le rôle de leader que l'on attend d'elle, la plus forte économie de l'UE se présente encore toujours comme un nain en matière de politique de sécurité, empê-

trée dans ses contradictions et comme pаниquée par son propre courage.

Le rôle de l'Allemagne est marqué par des années de décisions stratégiques erronées vis-à-vis de la Russie, notamment en ce qui concerne sa dépendance (presque sans alternative) au gaz et au pétrole russes. Mais les erreurs commises vont bien plus loin : elles concernent aussi bien la coopération militaire que les services secrets, sans omettre la couverture médiatique de la Russie. Au-delà de Berlin, ces choix ont bien sûr eu des répercussions sur les décisions prises à Bruxelles. Aujourd'hui, ce sont les Ukrainien·nes qui doivent en payer le prix, dans une dimension quasi impardonnable.

Dès lors, quelles mesures seraient nécessaires pour que les Etats membres alignent réellement leurs propres intérêts en matière de politiques étrangère et économique sur les valeurs européennes ? Comment l'Europe devrait-elle se reconstruire après l'agression de Poutine et au renoncement définitif, imposé par ce dernier, d'une architecture de sécurité européenne fondée sur des règles ? Tout d'abord, il nous faut nous engager en faveur d'une politique étrangère commune plus audacieuse, qui ne renforce pas seulement la résilience militaire (y compris dans l'espace numérique), mais qui intègre également les dimensions climatiques et énergétiques afin d'être mieux préparés pour réagir aux crises. A ce titre, des réformes de fond, au sein de l'UE, sont attendues depuis bien trop longtemps. Celles-ci devraient se concentrer avant toute chose sur les processus de prise de décision. Les politiques de voisinage et d'élargissement doivent aussi être abordées avec un nouvel élan et une nouvelle crédibilité. La guerre en Ukraine nous a brutalement rappelé que sans un processus d'intégration cohérent et stratégique des pays voisins, il n'y aura pas de paix et de stabilité à long terme en Europe. ★



© Viola von Cramon-Taubadel

## VIOLA VON CRAMON-TAUBADEL

est députée au Parlement européen depuis 2019 et fait partie du groupe des Vert-es/Alliance libre européenne. Elle est membre de la Commission des affaires étrangères et membre suppléante des trois commissions de l'Industrie, de la recherche et de l'énergie, de la Culture et de l'éducation et du Contrôle budgétaire. Depuis juillet 2020, elle siège aussi à la Commission spéciale sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'UE, y compris la désinformation. De plus, Viola von Cramon-Taubadel est, entre autres, la première vice-présidente de la Délégation du Parlement européen à la commission parlementaire d'association UE-Ukraine, membre de la Délégation à la commission parlementaire de stabilisation et d'association UE-Serbie et membre suppléante de la délégation UE-Russie. Auparavant, elle a été élue au Bundestag allemand de 2009 à 2013, où elle a été porte-parole de son groupe parlementaire pour les relations extérieures avec l'UE et la politique sportive. Pendant ses études d'agroéconomie, elle a travaillé sur des projets internationaux en Russie, en Biélorussie, en Ukraine, en Estonie, en Pologne et en Chine.

# Année européenne de la jeunesse : des actions, pas de slogans !

par **Silja Markkula**, présidente du Forum européen de la jeunesse

**2022 a été désignée Année européenne de la jeunesse. A cette occasion, Silja Markkula, présidente du Forum européen de la jeunesse, souligne l'importance de l'inclusion des générations futures dans le projet européen et formule, au nom de 106 organisations européennes de jeunesse, des propositions claires et précises.**



© Silja Markkula

**SILJA MARKKULA** est la présidente du Forum européen de la jeunesse, la plus grande plateforme d'organisations de jeunesse en Europe, représentant des millions de jeunes. Au cours de la dernière décennie, Silja Markkula s'est engagée dans diverses organisations de jeunesse pour faire avancer les droits des jeunes dans l'UE, au Conseil de l'Europe et aux Nations Unies. Elle a par ailleurs œuvré au sein du Conseil national de la jeunesse finlandais Allianssi et de l'Organisation mondiale du mouvement scout.

Les décideuses et décideurs politiques actuel-les ont vécu dans un monde très différent du nôtre, caractérisé par des taux d'intérêt élevés, un taux de chômage faible et une confiance dans le progrès. En revanche, notre génération est confrontée à des difficultés sans précédent et demande donc des solutions concrètes.

En effet, nous traversons des crises profondes, allant de l'économie aux questions de santé mentale. Ce moment historique est délicat et coïncide avec la période la plus « vulnérable » de notre vie. Les jeunes de toute l'Europe font face aux mêmes difficultés : elles et ils se trouvent dans une période de transition, amorcent de nouvelles aventures. Après une crise financière qui aura duré une décennie et la pandémie de Covid-19, le stress et l'anxiété dominant. Une réponse sociale forte est dès lors nécessaire.

Pourtant, des recherches menées par le Forum européen de la jeunesse (FEJ) ont révélé que les décideurs et décideuses politiques ont accordé peu d'attention aux jeunes, à leurs besoins et à leur bien-être. En conséquence, nous souffrons et nous en payons le prix.

Les solutions ne pourront être trouvées sans que nous soyons entendu-es. Ainsi, nous espérons du soutien et une collaboration étroite avec les institutions européennes durant cette Année de la jeunesse. L'Union européenne (UE) souhaite justement, à cette occasion, attirer l'attention des gouvernements sur les jeunes. Mais plus que des slogans, nous demandons des actions concrètes.

Tout d'abord, l'UE devrait adopter un « test jeunesse ». Les jeunes étant sous-représenté-es dans les processus politiques, cet

outil d'évaluation permettrait d'y pallier et d'assurer que toutes les propositions législatives européennes aient un impact positif sur les jeunes.

Deuxièmement, nous devons recueillir davantage d'informations sur la vie des jeunes. Si nous voulons concevoir des budgets et des politiques efficaces, nous devons comprendre les obstacles auxquels les jeunes sont confronté-es, par exemple lors de la recherche d'un emploi ou d'un logement. Ces informations doivent également être détaillées en fonction de facteurs sociaux, afin de prendre en compte les inégalités.

Troisièmement, nous devons aider les jeunes à démarrer leur carrière. Les stages non rémunérés ont pratiquement remplacé les postes « de premier échelon ». Les jeunes doivent dorénavant, de plus en plus souvent, enchaîner pendant des années des « opportunités d'apprentissage » avant qu'elles et ils puissent envisager ne serait-ce qu'un maigre salaire. Pendant cette période, si certain-es peuvent compter sur l'aide financière de leurs parents, beaucoup doivent tout simplement renoncer à leurs rêves. Cette pratique doit cesser.

Finalement, nous demandons d'inclure nos propositions dans le processus législatif de l'UE de cette année, tout en mettant en place des mécanismes législatifs inclusifs permanents pour que nous puissions faire entendre nos voix de manière cohérente au niveau institutionnel. Les jeunes ne sont pas égaux face à cela : les personnes issues de communautés et milieux défavorisés en souffrent plus que les autres. C'est pourquoi le FEJ se fait le porte-parole des préoccupations et des aspirations des jeunes auprès des institutions et des gouvernements européens.

Chaque jeune mérite un avenir radieux. L'Année européenne de la jeunesse est l'occasion de tenir cette promesse, d'investir dans la nouvelle génération et d'établir des outils pour accorder des droits aux jeunes, même au-delà de 2022. ★

# Stratégies européennes : et les jeunes ?

par **Dr. Howard Williamson**, professeur à l'Université de South Wales

**Les jeunes de toute l'Europe sont confrontés à une tempête inédite. Les cinq mastodontes que sont la démocratie, l'économie, le climat, la sécurité et la santé leur font face alors qu'elles et ils cherchent à emprunter des chemins constructifs et gratifiants vers l'âge adulte, la citoyenneté et la prise de responsabilités.**

Évidemment, il existe des différences considérables de contexte et de circonstances, au sein d'un pays comme entre les pays, et le changement social s'inscrit toujours dans des continuités importantes de divers types.

Les institutions européennes ont fourni des efforts croissants pour répondre aux principaux problèmes des jeunes et mettre ces derniers sur un pied d'égalité. Avant la pandémie de Covid-19, leurs préoccupations principales concernaient le chômage et le recul de la démocratie. Aussi bien la stratégie de l'Union européenne (UE) en faveur de la jeunesse pour les années 2019–2027 que celle du secteur jeunesse du Conseil de l'Europe jusqu'en 2030 tentent d'y répondre.

## Deux stratégies complémentaires

2022 a été proclamée Année européenne de la jeunesse. Pour l'UE, sa stratégie en faveur de la jeunesse a pour mantra « engager, connecter, responsabiliser (*empower*) ». Celle du Conseil de l'Europe a pour priorités – à la suite notamment du départ de la Russie mi-mars – la revitalisation d'une démocratie pluraliste, l'accès aux droits, le vivre ensemble dans des sociétés pacifiques et inclusives, et l'emploi des jeunes. Toutes les deux se chevauchent que ce soit dans l'aspiration, dans l'argumentation ou dans la mise en pratique. Elles aspirent à renforcer l'engagement pour les jeunes par plus de participation, de dialogue et d'inclusion.

Or le contexte européen a radicalement changé depuis 2015, quand les deux insti-

tutions avaient pu s'appuyer sur les bases solides de leurs premières stratégies de jeunesse développées au début des années 2000. La pandémie de Covid-19 et les premiers confinements ont eu lieu quelques mois après le lancement de la stratégie du Conseil de l'Europe. Les échanges entre jeunes à travers l'Europe, grâce aux programmes de mobilité de l'UE et aux cours de formation du Conseil de l'Europe, sont alors devenus impossibles. Le secteur de la jeunesse a alors basculé vers le numérique, avec de nombreuses conséquences négatives, mais aussi des avantages surprenants. Les crises font parfois naître des opportunités inattendues ! Pourtant, à présent, la guerre en Ukraine, associée aux victoires électorales de responsables politiques populistes, menace la démocratie, épuise les économies, compromet la lutte contre le changement climatique, met en péril l'approvisionnement énergétique et rend le marché du travail des jeunes encore plus précaire.

## Des stratégies toujours actuelles ?

Les stratégies européennes pour la jeunesse sont-elles devenues obsolètes avant même d'avoir eu la moindre chance d'être correctement mises en œuvre ? Oui et non. Elles restent pertinentes, parce que bien que formulées en termes généraux, elles promettent d'offrir des opportunités aux jeunes. Il faudrait cependant les réinterroger et même les réviser si l'on veut qu'elles s'attaquent aux inégalités croissantes auxquelles sont confrontés les concernés, exacerbées de manière spectaculaire pendant la pandémie, que ce soit dans l'éducation formelle et non formelle, la formation, l'emploi ou la santé.

La numérisation et la transition verte risquent de ne pas faciliter les choses. Les institutions européennes devront s'assurer d'atteindre les foyers défavorisés si elles veulent réaliser leurs objectifs stratégiques en matière d'inclusion et de participation des jeunes. ★



© Howard Williamson

**DR. HOWARD WILLIAMSON** est professeur de politique européenne de la jeunesse à l'Université de South Wales au Royaume-Uni. Auparavant, il a travaillé dans les universités d'Oxford, de Cardiff et de Copenhague et a été invité dans plusieurs universités et instituts de recherche à l'étranger. Il a conseillé les gouvernements gallois et britannique, la Commission européenne, le Conseil de l'Europe et les Nations Unies, a donné de nombreuses conférences et publié plusieurs ouvrages sur les jeunes, la politique de la jeunesse et le travail avec les jeunes. Il a aussi coordonné l'examen des politiques nationales de la jeunesse par le Conseil de l'Europe. Williamson a une formation d'animateur de jeunesse et a dirigé, parallèlement à son travail universitaire, un centre de jeunesse pendant 25 ans. Il est également membre du conseil d'administration du *Cardiff City Centre Youth Project*, du *Restorative Justice for All International Institute*, de la Fondation du Forum européen d'Alpbach et du *Duke of Edinburgh's International Award for Young People*.

# « Nous devons continuer. "L'Europe ne se fera pas d'un coup." Ainsi, chaque petit pas compte. »

Alors que la guerre fait rage en Ukraine et que la Conférence sur l'avenir de l'Europe s'est terminée, Věra Jourová, vice-présidente de la Commission européenne chargée des Valeurs et de la transparence, nous parle des défis actuels auxquels l'Union européenne fait face et de leurs conséquences pour notre continent, et pour la Suisse.



© Lucie Steimzova (RFE/RL)

**VĚRA JOUROVÁ** est vice-présidente de la Commission européenne chargée des Valeurs et de la transparence, couvrant les questions de démocratie, d'Etat de droit, de pluralisme des médias et de lutte contre la désinformation. De 2014 à 2019, elle a été en charge de la Justice, de la protection des consommatrices et des consommateurs et de l'égalité des genres. Avant de rejoindre la Commission, Věra Jourová a occupé la fonction de ministre du Développement régional au sein du gouvernement tchèque. De 2006 à 2013, elle a travaillé comme consultante en matière de fonds européens, notamment dans le cadre du processus d'accession à l'UE des Balkans occidentaux. Elle est diplômée en droit et en théorie de la culture de l'Université Charles de Prague.

**Le projet européen est plus qu'une union économique – il est aussi un projet de paix et de liberté. Qu'est-ce qui le distingue des autres ?**

La terrible expérience qu'a été la Seconde Guerre mondiale a débouché sur la création de l'Union européenne (UE), une communauté de paix et de valeurs communes. Avec le retour de la guerre en Europe, nous devons plus que jamais chérir et défendre les valeurs sur lesquelles l'UE est fondée : la démocratie, les droits humains et l'Etat de droit. Notre crédibilité à l'étranger dépend d'ailleurs aussi de comment nous nous comportons chez nous.

**Que signifie la guerre en Ukraine pour l'architecture de sécurité européenne ?**

L'agression militaire russe non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine souligne une fois de plus la nécessité d'agir rapidement pour renforcer la résilience de nos démocraties et remédier à nos vulnérabilités. Bien sûr, elle remet en question la manière dont nous avons envisagé la nécessité d'une défense européenne commune. La sécurité et la défense européennes ont davantage évolué au cours des derniers mois que durant les deux dernières décennies. Je pense également que beaucoup ont compris que la Russie n'a jamais renoncé à revendiquer sa domination sur l'ancien territoire soviétique. Avec nos partenaires transatlantiques et nos alliés, nous sommes solidaires du peuple ukrainien et défen-

dons un système international fondé sur des règles.

**La guerre chamboule aussi d'autres domaines tels que la politique énergétique, la politique agricole, ou les politiques environnementales ...**

En effet, les conséquences de cette guerre seront considérables. Nous en sommes conscient-es et nous préparons à y répondre. La politique énergétique est, par exemple, devenue une politique de sécurité. L'indépendance vis-à-vis du gaz, du pétrole et du charbon russes est à présent un objectif partagé par tous les Etats membres. Bien sûr, ces derniers ont des positions de départ différentes et, pour certains, se rallier à la position commune prendra plus de temps que pour d'autres. Mais dans l'ensemble, cela nous a unis. Ainsi, pour la première fois, nous allons utiliser notre pouvoir de négociation collectif pour acheter du gaz. Cette crise énergétique va aussi accélérer la transition verte et les projets d'énergies renouvelables. Nous allons investir massivement dans la technologie et l'efficacité énergétique. Cela va d'ailleurs de pair avec notre transition numérique, comme dans l'agriculture : les technologies permettant d'analyser des volumes croissants de données aident à relever les défis environnementaux et sont utiles pour accroître la durabilité et l'utilisation efficace des ressources.



Věra Jourová lors du Web Summit, la plus grande conférence technologique d'Europe, à Lisbonne le 2 novembre 2021

***En attaquant l'Ukraine, Vladimir Poutine s'en est pris aux valeurs européennes. Partagez-vous ce point de vue ?***

Bien sûr, Poutine attaque ainsi la démocratie et les droits humains. Nous lisons chaque jour des rapports absolument terribles qui rendent compte de crimes de guerre commis par l'armée russe – une violation flagrante des droits humains et du droit humanitaire international. Poutine croit en la force et réprime la société russe où la liberté d'expression et la société civile sont anéanties, où les gens vont en prison pendant quinze ans pour avoir déclaré que la guerre menée par la Russie en Ukraine n'est pas qu'une simple « opération spéciale ». Il a développé une machine de propagande et pratiquement liquidé la presse libre. Or les gens doivent pouvoir se faire une opinion sur la base d'informations et non de manipulations. L'ingérence étrangère est également visible dans l'UE. Nous avons ainsi pris des mesures pour nous défendre en sanctionnant plusieurs chaînes de propagande du Kremlin dans le but de protéger notre démocratie.

***Les valeurs européennes sont aussi remises en question dans l'UE. La Hongrie, par exemple, vient de réélire Viktor Orbán, accusé avec ses proches de « détourner des fonds européens ». Comment réagissez-vous à cela ?***

Nous devons respecter les résultats d'élections libres, élections qui permettent aux

citoyen·nes de procéder aux corrections nécessaires. De son côté, la Commission européenne défend l'Etat de droit en tant que principe contraignant. Pour ce faire, nous recourons à tous les outils à notre disposition, y compris le mécanisme de conditionnalité budgétaire que nous avons activé en envoyant une lettre de notification à la Hongrie. Nous avons identifié des problèmes de non-conformité avec l'Etat de droit. La Hongrie va maintenant devoir y répondre et proposer des mesures correctives.

***En quoi ce nouveau mécanisme représente-t-il un progrès pour la démocratie et la transparence ?***

En adhérant à l'UE, tous les Etats membres ont accepté d'œuvrer selon les mêmes règles. Certains nous ont fait savoir que l'argent des contribuables européen·nes ne devait pas être dépensé là où le non-respect de l'Etat de droit menace les intérêts financiers de l'UE, que ce soit par l'absence de lutte efficace contre la corruption ou par l'octroi de marchés publics à des partisans politiques. Il nous fallait donc compléter notre boîte à outils. Pour activer ce mécanisme, nous devons établir un lien entre la violation de l'Etat de droit et la manière dont celle-ci affecte la bonne gestion financière du budget ou la protection des intérêts financiers de l'UE. La priorité de la Commission est de protéger l'argent des

“

« Nous devons plus que jamais chérir et défendre les valeurs sur lesquelles l'UE est fondée : la démocratie, les droits humains et l'Etat de droit. »



Věra Jourová lors d'une séance plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe à Strasbourg

“

« Ma récente visite à Genève et à Berne a montré que nous sommes prêt·es à coopérer pour trouver des solutions communes, car nous partageons les mêmes valeurs. »

citoyen·nes et de veiller à ce que chaque euro soit dépensé dans le respect des règles. Par ailleurs, notre outil de prévention qu'est le rapport annuel sur l'Etat de droit, dans lequel nous passons en revue tous les Etats membres, est tout aussi important pour faciliter le dialogue avec ces derniers sur ces questions.

***Lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, des citoyen·nes européen·nes ont pu contribuer à façonner notre avenir commun. 2022 est également l'Année européenne de la jeunesse. Quelles ont été les demandes des jeunes et qu'avez-vous retenu de leur participation ?***

Je suis très impressionnée et reconnaissante de la diligence avec laquelle des citoyen·nes de tous âges et de tous horizons ont œuvré dans le cadre de la Conférence. Il est difficile de mettre en évidence les seules revendications des jeunes. Toutefois, s'il y a un trait marquant, c'est leur engagement en faveur de la transition écologique et leur disposition à renoncer à leur confort. J'ai eu, d'ailleurs, le plaisir d'en discuter avec un jeune Tchèque qui a spécifiquement demandé plus de pistes cyclables.

***Qu'advient-il des recommandations formulées et quels enseignements en tirer ?***

La Conférence s'est achevée le 9 mai avec la remise du rapport final aux président·es des trois institutions européennes à Stras-

bourg. La volonté d'assurer un suivi est énorme. Je ne dirais donc pas que c'est la fin, mais plutôt le début d'une nouvelle phase. Toutes les institutions doivent procéder à une évaluation. Nous avons prévu une session de restitution cet automne et resterons en contact avec les participant·es. La Conférence n'est toutefois pas le seul processus de participation que l'UE connaisse : avec l'initiative citoyenne européenne, nous avons, par exemple, un outil qui permet aux citoyen·nes de mettre des sujets sur la table, à l'ordre du jour. La Conférence a cependant porté la participation citoyenne à un autre niveau. Il est absolument nécessaire de connaître les attentes des citoyen·nes. Et nous avons vu que les gens veulent une UE plus ambitieuse, plus résolue, plus sûre d'elle et qui se concentre sur les problèmes des gens et moins sur ses propres processus.

***Le Brexit, la pandémie de Covid-19 et maintenant la guerre en Ukraine ont rapproché les Etats européens. Qu'est-ce que cela signifie pour la Suisse ?***

La Suisse est un partenaire important. Cela ne change pas, même si ces multiples crises ont encore plus soudé l'UE. Nous nous réjouissons de l'alignement de la Suisse sur le régime de sanctions de l'UE. Je suis sûre que nous partageons également de nombreux défis. Ma récente visite à Genève et à Berne a montré que nous sommes prêt·es à coopérer pour trouver des solutions communes à nombre d'entre eux, car nous partageons les mêmes valeurs.

***Enfin, un mot de conclusion ?***

Je termine par une citation de Robert Schuman : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. » J'aime particulièrement cette phrase parce qu'elle dit que chaque petit pas, que chaque voix compte. Une chose que la Suisse connaît bien. ★



# Aujourd'hui plus que jamais : plus d'Europe !

par **Tiana Moser**, conseillère nationale PVL/ZH

Depuis l'attaque russe contre l'Ukraine, la guerre est de retour en Europe. La paix et la démocratie y étaient considérées, sinon comme garanties, du moins comme n'étant pas gravement menacées. Du jour au lendemain, la réalité a basculé, modifiant brusquement la signification de la cohésion en Europe, Suisse comprise.

Face à cette nouvelle situation, la politique européenne du Conseil fédéral est littéralement tombée en désuétude. Alors que les pays européens poursuivent leur rapprochement, la voie bilatérale, autrefois fiable, s'érode progressivement. Les domaines des technologies médicales, de la recherche et de la formation en subissent déjà les dommages. Petit à petit, c'est l'ensemble de la population qui sera touchée. Les discussions sur l'approvisionnement en électricité et en gaz montrent à quel point une position isolée en Europe est absurde. Alors que les pays européens environnants joignent leurs forces, la Suisse en est réduite au rôle de quémandeuse.

## La nouvelle approche du Conseil fédéral

Après l'abandon des négociations sur l'accord institutionnel, le Conseil fédéral s'est engagé dans ce qu'il appelle l'« approche sectorielle ». Il entend ainsi, d'une part, régler les questions institutionnelles dans chacun des accords concernés et, d'autre part, conclure des accords supplémentaires, notamment sur l'électricité et sur la sécurité alimentaire.

La question est de savoir si cette approche peut conduire à un accord avec l'Union européenne (UE). Les questions auxquelles il convient de répondre sont les mêmes depuis des années et les mêmes règles doivent s'appliquer à tous les acteurs du marché commun. Si l'approche sectorielle permet de régler les questions en suspens pour les accords d'accès au marché mais pas, ou pas dans la même mesure, pour l'accord sur la libre circulation des personnes, alors cette approche est une impasse. Cependant, si l'approche sectorielle

signifie que les questions institutionnelles sont clarifiées de manière identique ou équivalente dans tous les accords, il y a alors un espoir. La solution sera certes présentée sous le titre d'« approche sectorielle », elle aura toutefois un effet horizontal et sera donc semblable à l'accord institutionnel.

## Une solution est nécessaire

Pour le débat, en Suisse, il sera décisif de pouvoir présenter, outre les accords d'accès au marché européen, de nouveaux textes tels que l'accord sur l'électricité ou celui sur la santé, ainsi que la participation aux programmes de coopération en matière de recherche et de formation. Qu'il soit question d'une approche sectorielle, d'un accord institutionnel 2.0 ou encore de Bilatérales III, la désignation que le Conseil fédéral donnera à cet accord importera peu. Car, pour la population et l'économie, il est nécessaire que le Conseil fédéral présente rapidement une solution, tant depuis la rupture des négociations et l'érosion des relations existantes, le temps joue contre nous.

Une solution ne sera possible que si une discussion honnête et transparente sur notre relation avec nos partenaires les plus proches – les pays européens et donc l'UE – est menée. Ce n'est pas en bâtissant des châteaux en Espagne ou en formulant des exigences à tout va, comme le font les forces de gauche et de droite, que nous avancerons. Lors de la session de printemps, le Conseil national a dit oui à deux objets laissant espérer un Parlement à la fois disposé à présenter des solutions et revendiquant d'avoir davantage son mot à dire : l'examen d'une adhésion à l'Espace économique européen et le soutien à une initiative parlementaire proposant une « loi sur l'Europe ». Il reste à espérer que les horreurs de la guerre amèneront les politiques et politiciens suisses à prendre enfin conscience de nos liens avec l'Europe et qu'ainsi une solution émergera rapidement. ★



© Tiana Moser

**TIANA MOSER** est conseillère nationale depuis 2007, membre du Parti vert/libéral. Elle préside leur groupe parlementaire depuis 2012. Depuis le début de son mandat, elle est membre de la Commission de politique extérieure, qu'elle a également présidée de 2019 à 2021. Dans ce rôle, elle a représenté la majorité de la Commission, qui s'était prononcée avec force pour une poursuite des négociations sur l'accord institutionnel. En plus de son engagement dans le domaine de la politique étrangère, Tiana Moser siège au sein de la Commission des institutions politiques. La politique environnementale a, par ailleurs, toujours été un moteur de son engagement politique. Elle plaide ainsi, par exemple, depuis des années pour une réduction de l'utilisation des pesticides et pour la préservation de la biodiversité. Tiana Moser a étudié les sciences politiques, les sciences environnementales et le droit public aux universités de Zurich et de Pompeu Fabra à Barcelone, puis a travaillé plusieurs années dans le domaine scientifique à l'EPF de Zurich. Mère de quatre enfants, elle vit à Zurich.

# Partir sans cesser d'exister – l'impact d'un legs « européen »

par **Raphaël Bez**, secrétaire général du Mouvement européen Suisse



© Mouvement européen Suisse

**Le Mouvement européen Suisse reçoit ponctuellement des legs. En parler et présenter ce qui a pu être réalisé grâce à la générosité des auteur-es de ces legs, c'est leur rendre hommage, les remercier et faire vivre leur mémoire.**

En 2013, un grand soutien de l'idée européenne s'en est allé. De son vivant, il n'a cessé de s'engager pour une Suisse ouverte sur le monde, au sein des Nations Unies ou en Europe à travers une participation à l'Espace économique européen ou une adhésion à l'Union européenne. Son activisme a pris la forme de prises de position publiques, d'interventions dans la presse, mais aussi de contributions financières à diverses organisations. Le Mouvement européen Suisse a eu la chance de pouvoir compter sur sa générosité durant de nombreuses années. Quelques mois après son décès, un courrier nous est parvenu. Il nous informait que le Mouvement comptait au nombre de ses légataires. S'en sont suivi plusieurs versements d'acomptes jusqu'en automne 2021, un dernier don mettant fin à une procédure de succession qui aura duré plus de six ans.

## Promouvoir l'idée européenne

Le montant reçu – près de 350 000 francs – était tel que le Comité du Mouvement européen a rapidement décidé de l'allouer à un fonds expressément créé pour financer des actions et campagnes spécifiques. Ainsi, en 2015, un premier investissement a pu être effectué pour moderniser le site Internet pour développer la communication digitale en matière d'Europe. En 2018, ce sont les activités du Jubilé du 20<sup>e</sup> anniversaire du Mouvement qui ont pu être concrétisées – une série de vidéos a notamment été réalisée dans le but de mettre, à cette occasion, un visage sur nos membres et ainsi promouvoir l'idée européenne.

Enfin, dès 2019, un investissement dans le développement de nouvelles stratégies et actions de communication a été réalisé. Cela a débouché sur le lancement de la campagne « Nous, Européen-nés » et la plateforme Internet *notre.europe.ch* – un succès ! Le fonds a ainsi très concrètement permis de développer la diffusion de nos messages auprès d'un public plus jeune, sur les réseaux sociaux, de produire de nouveaux visuels et de rendre le projet européen plus visible tant dans les médias qu'auprès d'un nouveau public. Cet investissement a été déterminant pour nous permettre d'amorcer, enfin, le tournant numérique nécessaire et ainsi continuer à promouvoir efficacement et de façon durable une Suisse ouverte et européenne. Cet exemple n'en est qu'un parmi d'autres. Quel qu'en soit le montant – 3450 ou 5000 francs par exemple –, chaque legs nous est précieux et fait une différence.

## Un don bien particulier

Avec les cotisations et les dons réguliers de nos membres et soutiens, nous pouvons financer le travail quotidien – et bien sûr essentiel – du secrétariat, la réalisation du magazine *europa.ch* que vous tenez entre vos mains ou la mise sur pied de visites durant les sessions parlementaires. Un legs est riche d'une saveur particulière : il permet un investissement extraordinaire, la concrétisation d'un projet particulier. Il nous donne également la possibilité de faire vivre la mémoire de celles et ceux qui se sont engagé-es pour l'idéal européen et qui continuent à le faire, celles et ceux qui ont eu et ont aujourd'hui encore à cœur le projet européen et une participation pleine et entière de notre pays à celui-ci. Ainsi, faire don d'un legs à une association, un mouvement, c'est quitter notre monde en laissant le souvenir d'un engagement, d'un credo. ★

# Ne restons pas assis-es !

par **Janina Aeberhard**, secrétaire générale adjointe du Mouvement européen Suisse

Alors que notre monde évolue à un rythme effréné, la Suisse se contente souvent de l'observer depuis le banc de touche. Du côté du Mouvement européen Suisse, c'est tout le contraire : rester assis nous est bien difficile – heureusement !

## Campagne de solidarité «Together for Europe»

La guerre en Ukraine nous rappelle que le projet européen de paix et de liberté ne va pas de soi. En tant qu'Européen-nes, nous aussi devons chaque jour nous engager pour la paix, la liberté et la démocratie. C'est dans ce contexte et dans le cadre de l'action «Stand for Peace, Freedom and Democracy» du Mouvement européen international que nous avons lancé notre campagne de solidarité, quelques jours après le déclenchement de la guerre. Avec l'autocollant de solidarité «Together for Europe», nous montrons que, en temps de crise aussi, nous nous engageons pour une Europe unie, démocratique, fédéraliste – et bien sûr solidaire de l'Ukraine.

## Assemblée générale et Après-midi européen du 7 mai

L'Assemblée générale du 7 mai a renouvelé les organes du Mouvement européen. Ainsi, Eric Nussbaumer (conseiller national PS/BL) a été confirmé à la présidence. Dominik Elser a, quant à lui, rejoint la vice-présidence, aux côtés de Sibel Arslan (conseillère nationale Vert-es/BS), Roland Fischer (conseiller national PVL/LU), Vincent Maitre (conseiller national Le Centre/GE), Claude Nicati et Chantal Tauxe. En outre, Klaus Kirchmayr a été élu nouveau trésorier et Patrick Schmied nouveau membre du Comité. L'assemblée a aussi réaffirmé, dans une résolution «pour une Suisse solidaire et européenne», son engagement pour la démocratie, la paix, les droits humains et l'Etat de droit. Les membres ont été unanimes à dire que nous avons, face à la guerre en Ukraine, plus que jamais besoin d'une réponse européenne, commune et forte, à laquelle la Suisse doit pleinement participer.

S'en est suivi notre Après-midi européen, qui a eu un franc succès. S.E. Dr. Artem

Rybchenko, ambassadeur d'Ukraine en Suisse et au Liechtenstein, a tenu un discours introductif captivant avant que la journaliste Isabelle Ory, correspondante à Bruxelles, et Dr. Achim Wennmann du *Geneva Graduate Institute* ne discutent des conséquences de la guerre en Ukraine pour l'Union européenne et l'architecture de sécurité du continent. Pour terminer, les parlementaires Melanie Mettler (conseillère nationale PVL/BE), Nicolas Walder (conseiller national Vert-es/GE) et Eric Nussbaumer ont discuté de l'avenir de la politique européenne de la Suisse.

## Votations fédérales du 15 mai : 2x oui à l'Europe !

Nos activités les plus récentes ont également concerné les votations fédérales du 15 mai. Tant la votation sur l'arrêté Frontex que celle sur la modification de la Loi sur le cinéma questionnaient directement la place et le rôle de la Suisse en Europe. Le Mouvement européen s'est ainsi prononcé pour un double oui – 2x oui à l'Europe ! Un double oui à une Suisse qui se considère comme partie intégrante de l'espace culturel européen, qui contribue à la résolution des défis communs et sait tirer profit des avantages de la coopération au niveau du continent européen. Les résultats du dimanche de votation nous ont ainsi satisfait.

## Journée européenne du 5 novembre et voyage à Bruxelles

Cette année encore, nous prévoyons d'organiser une grande Journée européenne à Berne. Notez d'ores et déjà la date du samedi 5 novembre 2022 dans votre agenda. Plus d'informations suivront sous peu ! Par ailleurs, une nouvelle édition de notre voyage à Bruxelles est aussi en préparation – si vous êtes intéressé-es et disponibles début septembre, contactez-nous ([info@europa.ch](mailto:info@europa.ch)). ★



© Mouvement européen Suisse



© GABRIEL DESIGN



© GABRIEL DESIGN



© GABRIEL DESIGN

# L'avenir de l'Europe se dessine en ce moment – la JEF y contribue !

par **Knut André Sande**, membre du Bureau exécutif des Jeunes fédéralistes européens (JEF)



© Knut André Sande

**KNUT ANDRÉ SANDE** est un jeune militant norvégien qui s'engage pour une Europe plus libre, plus juste et plus unie. Il a rejoint Europeisk Ungdom (JEF Norvège) en 2013 et en a assuré la présidence de 2017 à 2021. Par ailleurs il a également été membre du Comité du Mouvement européen de Norvège. Il étudie actuellement le droit à l'Université d'Oslo et travaille à l'Agence norvégienne de protection des données. Depuis 2021, il est membre du Bureau exécutif des Jeunes fédéralistes européens (JEF Europe). Pour en apprendre davantage sur la JEF ou pour contacter Knut André Sande, rendez-vous sur [www.jef.eu](http://www.jef.eu) !

**Après deux ans de pandémie, il est temps de relancer l'engagement des jeunes dans toute l'Europe. Ainsi, la Commission européenne a décidé de déclarer 2022 Année européenne de la jeunesse. C'est maintenant à nous, jeunes Européen·nes, de saisir cette opportunité. C'est parti !**

Le contexte européen général est difficile et éprouvant. Alors que les sociétés européennes se rouvraient progressivement après deux années de pandémie, la Russie de Vladimir Poutine a attaqué l'Ukraine, lançant une invasion à grande échelle. Soudain, la guerre ravageait à nouveau l'Europe.

Ceux qui ont présidé aux premiers pas de l'actuelle Union européenne (UE) ont voulu avant tout préserver une paix durable sur le continent grâce à un processus d'intégration des pays du continent. En collaborant et en élaborant des solutions communes, la guerre devait selon eux devenir obsolète. Malheureusement, les initiatives visant à unir l'Europe n'ont pas été assez loin.

La guerre en Ukraine nous rappelle, de façon dramatique, que nous ne pouvons jamais considérer la paix, la démocratie et la sécurité comme acquises, même dans nos sociétés européennes. À présent, une guerre a lieu contre les valeurs européennes, et nous ne pouvons pas risquer de la perdre.

## Des priorités chamboulées

En raison de la guerre, les priorités de la JEF Europe ont dû changer et être adaptées. Ces dernières semaines, nous avons agi pour l'Ukraine et son peuple. Partout en Europe, nos membres ont manifesté, partagé des messages de solidarité, écrit aux dirigeant·es politiques et récolté des dons. La JEF Europe a lancé une pétition pour

l'octroi du statut de candidat à l'UE à l'Ukraine, à la Moldavie et à la Géorgie.

La JEF a été très heureuse d'accueillir la JEF Ukraine en tant que nouvelle section candidate lors de la réunion du Comité fédéral en avril 2022. Il est important pour nous de montrer que l'Ukraine fait partie de l'Europe et que nous sommes solidaires. Il est maintenant temps pour toutes et tous les Européen·nes, pas seulement au sein de la JEF, de se rassembler pour une Europe libre, solidaire et unie.

Outre l'Ukraine, l'une de nos principales priorités au cours de l'année écoulée a été la Conférence sur l'avenir de l'Europe. La JEF a activement pris part à cette initiative où les citoyen·nes européen·nes ont pu discuter de l'avenir de l'Union européenne. Nos propositions pour améliorer l'UE ont reçu un large soutien.

## Des paroles aux actes

Mais parler ne suffit pas, il faut également agir. C'est pourquoi nous avons coorganisé le Sommet de Strasbourg du 5 au 8 mai avec de multiples associations de la société civile européenne. Ce sommet s'est inscrit dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse et a accueilli des centaines de jeunes. Plusieurs événements sur l'avenir de l'Europe ont été mis sur pied, y compris une grande marche demandant que les attentes des citoyen·nes soient suivies d'actions concrètes.

Pour l'année 2022, la JEF Europe et ses sections ont prévu de nombreuses activités locales, nationales et européennes. Parmi celles-ci, notons notre programme intitulé « Les droits humains et la jeunesse : la bonne chose à faire ! » avec lequel nous désirons sensibiliser la jeunesse européenne aux droits humains. Une autre activité à retenir est notre « Federalist Academy », une formation en ligne ouverte à toutes et à tous.

L'avenir de l'Europe se dessine en ce moment même. Si vous voulez y prendre part, c'est le moment de vous impliquer ! ★

# Faire entendre la voix des jeunes, en Europe et dans le monde !

par **Alana Rainone**, membre du Comité de la young european swiss | yes

L'année 2022 a démarré avec de nombreux points d'interrogation. De manière aussi soudaine et inattendue que le Conseil fédéral a levé les dernières mesures sanitaires le 1er avril, Vladimir Poutine a lancé une guerre d'agression contre l'Ukraine. L'Europe semble glisser directement d'une crise à l'autre.

Pendant ce temps, j'essaie de me consacrer à mon Master en « European Global Studies » que je viens de commencer à Bâle, ce qui n'est pas si simple. En effet, après mon voyage de sept mois en Amérique centrale et du Sud, je suis encore en train d'assimiler mes impressions et mes expériences. Les nombreuses rencontres et histoires passionnantes qui ont marqué mon voyage m'ont fait réfléchir, m'ont inspirée et m'ont profondément impressionnée.

## Impressions d'Amérique centrale et du Sud

Un jeune guatémaltèque m'a raconté que l'instabilité politique et la corruption dans son pays empêchent la mise en œuvre des mesures gouvernementales en soutien à la jeunesse, pourtant majoritaire. Le système scolaire y est précaire, nombre de jeunes tombent dans la criminalité ou quittent le pays à la recherche de perspectives meilleures et d'une vie stable et digne. Dans le même temps, le Guatemala se trouve à un tournant; de plus en plus de jeunes participent à la vie politique, manifestent pour les droits des enfants, des femmes et des homosexuels. Elles et ils prennent ainsi de grands risques pour rendre possible un changement de société bénéfique pour les générations futures.

Johann m'a décrit une situation similaire en Colombie, où les jeunes veulent être entendus. En manifestant, elles et ils veulent empêcher le gouvernement de les priver de leurs droits fondamentaux et de vendre leur écosystème à des entreprises internationales ayant pour unique but d'en exploiter l'or et le charbon, causant ainsi de

grands dommages à la nature. L'avenir d'innombrables jeunes, malgré leur bonne formation, y est incertain et sans perspectives. De plus, l'année 2022 est cruciale: le glissement à gauche annoncé pour les élections présidentielles du mois de mai donne à certain-es l'espoir d'un avenir meilleur. D'autres, en revanche, craignent un destin semblable à celui du Venezuela et ne voient donc pas d'autre choix que la fuite.

## Des préoccupations communes

La peur d'un avenir incertain, le chômage, la gestion des conséquences de la pandémie, les questions de santé, l'égalité des droits et des chances tout comme la protection de la nature sont autant de préoccupations communes à beaucoup de jeunes du monde entier, y compris en Europe, et les amènent à descendre dans la rue.

## Donnons une voix aux jeunes

2022 est l'Année européenne de la jeunesse. Celle-ci doit donner une voix à toutes et tous les jeunes, et pas seulement aux Européen-nes. En Europe, l'accès à de nombreux droits fondamentaux fait partie de notre quotidien. Ce n'est pas forcément le cas ailleurs où ceux-ci à ce jour sont loin d'être acquis. Nous devons donc être encore plus fort-es, courageuses et courageux, et déterminé-es. En tant que membre du Comité de la yes, je m'engage précisément dans ce sens – pour que la voix des jeunes de notre monde soit davantage entendue et prise en considération. Car elles et ils sont notre avenir. ★



© Alana Rainone



**Deviens membre de la yes !**  
Retrouve toutes  
les informations sur le site  
Internet [www.y-e-s.ch](http://www.y-e-s.ch)

# Du village gaulois à la vie en collocation

par **Fabian Molina**, président de la section zurichoise du Mouvement européen Suisse



© Parlement suisse

Je suis né en 1990. Aussi loin que je m'en souviens, on a toujours dit du mal, en Suisse, de l'Union européenne (UE) et finalement de tout ce qui est étranger. Et ces propos n'ont été que bien trop peu contredits. Malgré une intégration économique indispensable, des liens scientifiques étroits, des échanges culturels et des valeurs communes, une majorité de la population considère que la Suisse est ce qu'elle est, non pas grâce à l'Europe, mais en raison de sa différence avec celle-ci. Cette image déformée de notre pays, village gaulois résistant encore et toujours à l'envahisseur romain, empêche non seulement une articulation réaliste des intérêts suisses, mais a aussi pour conséquence le fait que la Suisse n'assume aucune responsabilité dans la gestion commune des défis européens.

## Des relations floues

Alors que l'Europe s'unit face à la crise climatique et économique et, plus récemment, face à la guerre en Ukraine, les relations de la Suisse avec ses voisins n'ont jamais été aussi floues que depuis l'interruption irresponsable des négociations sur l'accord institutionnel. Et alors que le désarroi du Conseil fédéral persiste, les limites de la voie bilatérale se font de plus en plus sentir et les dommages causés à la recherche et à l'économie prennent une ampleur considérable.

## Relancer « l'alliance européenne » au Parlement

Dans cette situation, il faut relancer « l'alliance européenne » au Parlement, seule garante d'un engagement pour une intégration pragmatique mais constante de notre pays en Europe, et par ailleurs augmenter la pression de la société civile en faveur d'une Suisse responsable et solidaire. Le Mouvement européen Suisse, seule organisation à faire de l'adhésion à l'UE son ultime objectif, joue ici un rôle décisif. En tant que membre de longue date

du Mouvement européen, je me réjouis donc énormément d'y assumer davantage de responsabilités.

## Assumons nos responsabilités

La résolution des questions institutionnelles relatives à l'accès de la Suisse au marché intérieur de l'UE est le problème le plus urgent. Il doit être résolu rapidement. Par ailleurs, au vu des énormes défis qui nous font face – et auxquels nous ne pouvons répondre qu'ensemble avec nos voisins européens –, il nous faut amorcer un changement de culture politique et corriger toutes les images déformées de l'Europe qui ont cours chez nous. Laissons de côté le traumatisme du « non » à l'Espace économique européen, qui bloque aujourd'hui encore, dans bien des esprits, toute avancée en matière de politique européenne. Allons vers une Suisse qui, partie prenante de la maison commune européenne, assume ses responsabilités au sein de cette magnifique collocation. En tant que Mouvement européen, c'est à cela que nous devons œuvrer. ★



### IMPRESSUM

#### Editeur

Mouvement européen Suisse

#### Rédaction

Janina Aeberhard, Raphaël Bez, Renaud Debroeyer, Lorin Preisig, Magazine europa.ch, Mouvement européen Suisse, CP 481, 3000 Berne 22, + 41 31 302 35 36, magazin@europa.ch

#### Auteur-es

Janina Aeberhard, Raphaël Bez, Thomas Cottier et André Hostenstein, Viola von Cramon-Taubadel, Silja Markkula, Fabian Molina, Tiana Moser, Alana Rainone, Knut André Sande, Dr. Howard Williamson

#### Traductions et relectures

Janina Aeberhard, Raphaël Bez, Renaud Debroeyer, Toni Koller, Lorin Preisig, Pierre Alain Seiler

#### Concept

Nicolas Peter

#### Impression

Stämpfli Communication, staempfli.com

#### Tirage

2700 en allemand, 1700 en français

#### Couverture

© European Union, 2022

#### Compte postal et IBAN

30-9024-9 | CH14 0900 0000 3000 9024 9. Si vous désirez faire paraître votre annonce publicitaire dans le prochain numéro, merci de vous adresser à magazin@europa.ch.

# Une souveraineté mal comprise

par **Thomas Cottier** et **André Holenstein**, auteurs

Jusqu'à présent, le parcours de la Suisse en Europe a été caractérisé par une intégration économique et une non-participation au niveau institutionnel. Les idées fondatrices de l'unification européenne ont pourtant été, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, marquées par le programme de Hertenstein, élaboré en Suisse et qui s'est inspiré du fédéralisme démocratique de celle-ci. Cependant, ces idées ne s'y sont pas imposées, à cause d'une compréhension large de la neutralité qui rendait impossible une participation de la Confédération à la Communauté économique européenne. Ce n'est qu'avec l'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark que la voie vers l'accord de libre-échange de 1972 s'est ouverte. Sur cette base, plus de 120 accords vont pouvoir être négociés. À ceux-ci sont venus s'ajouter les Bilatéraux I et II de 1999 et 2004, y compris une intégration complète dans l'espace Schengen. Après le rejet par le peuple du traité sur l'Espace économique européen en 1992, la reprise dynamique du droit, un mécanisme de règlement des différends ou la possibilité de codécider sont restés des exceptions. Le 26 mai 2021, l'accord institutionnel a été rejeté par le Conseil fédéral en raison de la résistance d'intérêts sectoriels, mais plus fondamentalement à cause de la conception de la souveraineté qu'avaient les partis gouvernementaux. La peur de perdre son autonomie et la capacité de décider pour soi-même a dominé le discours politique. Un nouveau départ dans les négociations ne pourra réussir que si les conceptions traditionnelles de la souveraineté sont repensées. Ce livre veut y contribuer.

L'histoire de la Suisse, au cœur de l'Europe, se caractérise depuis toujours par des interconnexions et de nombreux traités. Et cela non seulement au sein de l'ancienne Confédération, mais aussi avec ses voisins. La réalité montre une Suisse interdépendante en termes économiques et de politique de sécurité. Or, cette réalité a été reléguée à l'arrière-plan au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle alors que l'Etat fédéral s'établissait, au profit du mythe d'une Suisse autonome, autarcique et indépendante. Un

mythe qui sert une conscience nationale et conservatrice et se fait sentir aujourd'hui encore. Ainsi, que la neutralité perpétuelle et armée et les contours de la Suisse moderne aient été imposés lors du Congrès de Vienne en 1815 est souvent passé sous silence. Que la fondation de l'Etat fédéral ait été motivée par l'idée d'un marché commun s'efface derrière le mythe du Grütli. Que le fédéralisme, la séparation des pouvoirs et la protection des droits fondamentaux aient supplanté une conception absolue de la souveraineté et ouvert la voie à une conception plus coopérative de cette dernière s'estompe derrière l'idée de l'autodétermination et le refus de juges soi-disant étrangers. La souveraineté a été réduite aux relations extérieures. Pourtant il s'avère qu'elle s'appliquait en premier lieu à la Constitution interne et qu'elle y avait perdu peu à peu sa signification en raison du système horizontal et vertical de l'imbrication des pouvoirs. Aujourd'hui, il s'agit aussi d'établir cette imbrication des pouvoirs au niveau transnational, dans le cadre de l'europanisation et de la mondialisation, et de porter l'idée fondamentale du fédéralisme au-delà des frontières nationales. Ce livre présente les bases juridiques pour une compréhension moderne de la souveraineté coopérative, y compris dans les relations extérieures. Il ouvre la voie à une conception nouvelle de la Suisse en Europe. ★



© zvg / Christine Strub

**THOMAS COTTIER**, professeur émérite de droit européen et de droit international économique à l'Université de Berne, s'intéresse entre autres au droit du commerce international, au droit européen du commerce extérieur, aux principes généraux du droit et à la théorie constitutionnelle et réglementaire transnationale. Il est président de l'association La Suisse en Europe.

**ANDRÉ HOLENSTEIN** est professeur d'histoire suisse ancienne et d'histoire régionale comparée à l'Université de Berne. Ses intérêts scientifiques et ses publications se concentrent sur les réseaux de la Suisse en Europe et sur l'histoire de la migration en Suisse. Il est membre du comité de l'Académie suisse des sciences humaines.



La souveraineté n'a jamais été une fin en soi, mais a servi le pays et sa population. Dans la doctrine de l'Etat et le droit, elle ne se laisse pas réduire à l'autodétermination et à l'autonomie. Au contraire, elle est synonyme de paix et de bien-être. L'ouvrage évoque l'évolution historique et les fondements juridiques. Il s'oppose à une conception absolue de la souveraineté, souvent mal comprise par la politique et l'opinion publique, qui ne trouve aucun fondement dans l'histoire et le droit.

Thomas Cottier, André Holenstein, *Die Souveränität der Schweiz in Europa: Mythen, Realitäten und Wandel*, Editions Stämpfli, Berne, 2021, 249 pages [en allemand uniquement]



**Eyla** conjugue confort maximum et élégance - en tant que siège pivotant destiné à un poste de travail de qualité ou en tant que siège de conférence destiné à une salle de réunion représentative. Design: Burkhard Vogtherr et Jonathan Prestwich. [www.girsberger.com/eyla](http://www.girsberger.com/eyla)

